



Les Caisses de résilience en République centrafricaine

Consolider la résilience des communautés dans le contexte d'une crise complexe à travers une approche intégrée

→ Contexte

Depuis 2012 la République centrafricaine (RCA) a traversé une crise militaro-politique qui a touché la quasi-totalité de son territoire et de sa population. Le conflit a provoqué une «crise humanitaire complexe». Aux problématiques structurelles qui caractérisent le pays depuis trois décennies (dysfonctionnement du système éducatif, absence d'investissement et de création d'emploi, faible gouvernance) se sont rajoutés les effets de cette dernière crise: déplacements des populations, violations des droits, destruction et pillage de la majorité des infrastructures étatiques et privées et vol des biens des ménages. Au plus fort de la crise, début 2014, plus de 930 000 personnes étaient déplacées, et la population en phase humanitaire a été estimée à 1 670 000 (hors Bangui), soit 45 pour cent de la population totale des zones concernées (IPC, avril-mai 2014).

Cette situation a plongé la majorité de la population dans une situation d'extrême fragilité et de vulnérabilité à la fois sociale (rupture des liens inter et intracommunautaires rendus plus aigus par l'insécurité et la pauvreté grandissante), économique (pertes des biens et des équipements de production, bétail, semences, etc.), financière (pertes des épargnes, manque d'accès aux crédits) et psychologique (traumatismes, détresse émotionnelle, perte de confiance en soi et en l'autre, etc.).

Dans ce contexte, la FAO accompagne le gouvernement dans le processus de relance du secteur agricole à travers «les Caisses de résilience», une approche intégrée et adaptée au relèvement économique et à la consolidation de la cohésion sociale

→ Concept

Plus de 75 pour cent de la population de la RCA dépend des secteurs agricoles pour leurs revenus, nourriture et bien être. La réponse de la FAO à la crise se devait d'être centrée sur les familles affectées et en ligne avec leurs moyens d'existences, donc multi-sectorielle. La FAO a donc conçu et promu une approche d'appui communautaire dénommée « Caisse de résilience » (CdR). Cette approche vise à renforcer les capacités des producteurs à rebâtir par eux-mêmes leurs moyens d'existence et améliorer la cohésion sociale. Cette approche renforce les trois volets suivants mis en œuvre de manière intégrée au sein d'un même groupement:

- **Financier:** soutien au système financier endogène grâce aux Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ou tontines améliorées;
- **Technique:** amélioration des compétences techniques agricoles à travers une approche adaptée des «Champs écoles paysans» (CEP);
- **Social:** promotion de la cohésion sociale par des discussions de groupe sur des sujets tels que la gestion de conflit, les droits de l'enfant, la violence basée sur le genre, la nutrition et la santé, etc.



©FAO/Fernand Mboutou

Points saillants

Partenaires → Le Ministère de l'agriculture et ses structures techniques, ONG internationales et nationales

Les principaux bailleurs → Union européenne via le Fonds Bekou, DFID, Banque mondiale, Gouvernement japonais, Gouvernement italien, Ambassade de France.

Groupes cibles → Groupements de producteurs existant avant la crise de 2013 et ayant environ 50% de membres vulnérables (retournés, handicapés, touchés par le VIH/SIDA ou le paludisme, femmes seules à la tête du ménage, etc.).

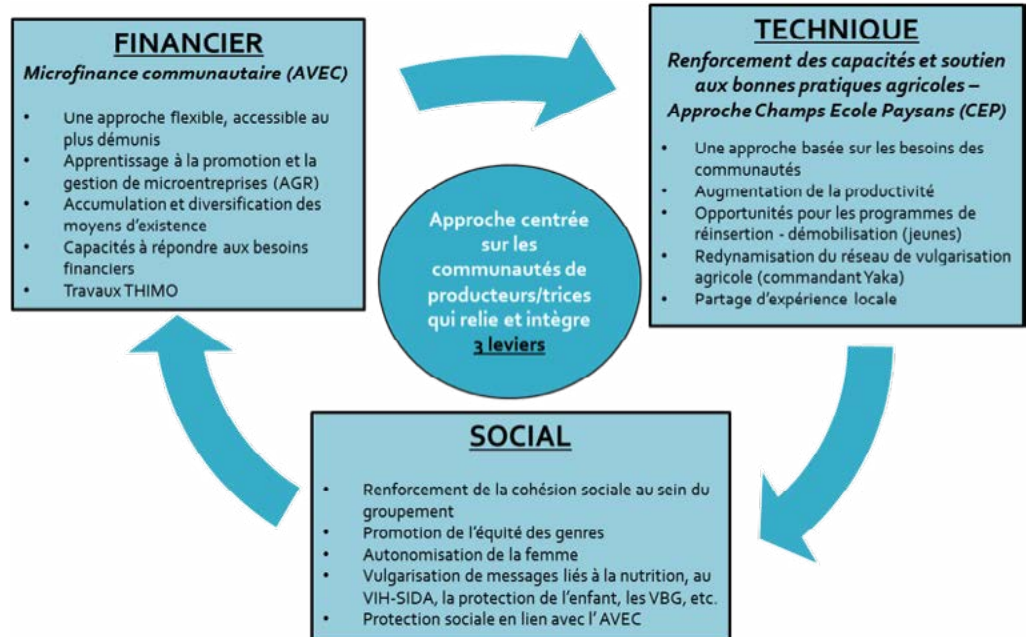
Genre et autonomisation des femmes → Les CdR comprennent la relance des micro-entreprises affectées par la crise et la promotion du leadership féminin. Après 6 mois de mise en œuvre, 76 % des bénéficiaires des crédits sont des femmes et les femmes sont représentées à plus de 79 % dans les organes de gestion des tontines améliorées. Plus de 70% des groupements appuyés sont des groupements féminins.

Dans une situation de crise complexe, les Caisses de résilience permettent de relier l'assistance humanitaire de court terme au développement durable à moyen et long terme en soutenant les ménages vulnérables par la distribution d'intrants, tout en renforçant leurs capacités techniques et en améliorant leur accès aux ressources financières.

Les AVEC permettent la mise en œuvre de projets ayant un impact rapide sur la vie quotidienne des ménages. Cet appui leur donne l'envie, l'opportunité et la confiance de commencer de nouveaux projets.

→ Approche méthodologique

La mise en œuvre intégrée des aspects techniques, financiers et sociaux permet une synergie et un renforcement mutuel des trois volets technique, financier et social. Ainsi, les groupements constitués par les AVEC et les CEP ont un impact sur la cohésion sociale et l'entraide socio-économique (médiation, appui économique, conseils, soutien moral, etc.).



Volet financier: La FAO a privilégié la promotion de la méthodologie des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). L'AVEC est un groupement de 15 à 25 personnes qui, ensemble, mettent de côté de l'argent et font de petits emprunts à partir de ces épargnes. Les activités des AVEC fonctionnent par « cycle » d'une année environ. Les épargnes accumulées et les bénéfices tirés des prêts sont répartis entre les membres proportionnellement au montant qu'ils ont épargné après discussion en interne du montant à partager. Les AVEC sont gérées par leurs membres eux-mêmes.

La FAO soutient l'augmentation du capital initial à travers la distribution d'unités de transformation, l'organisation de travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) ou le rachat de semences produites par les groupements agro-multiplicateurs.

De plus, les AVEC prévoient une cotisation à une caisse de solidarité dont les fonds sont utilisés par les membres en cas de décès, naissance, maladie, etc. Les modalités d'accès au fond de solidarité sont prévues par le règlement intérieur de l'AVEC et approuvées par l'ensemble du groupement.

Les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) → L'approche AVEC s'apparente à une tontine améliorée offrant des services financiers aux plus pauvres, exclus des systèmes classiques. Le groupement AVEC est constitué de 15 à 30 personnes qui mettent ensemble de l'argent de côté et font des petits emprunts à partir de ces épargnes.

Les Champs écoles paysans (CEP) → Les CEP sont des écoles extra-muros qui introduisent des innovations agropastorales en s'appuyant sur les connaissances autochtones grâce à des techniques d'apprentissage basées sur l'expérience dans un contexte de groupe. La FAO-RCA a mis en œuvre une approche simplifiée des CEP afin de s'adapter à un contexte de réponse de crise de niveau L3.



Volet technique: Basée sur l'approche des Champs écoles paysans (CEP), l'appui de la FAO en RCA à travers ses partenaires a permis de renforcer les capacités techniques des groupements de producteurs dans:

- la production de semences de qualité;
- la production de céréales et le maraichage;
- la production et santé animales;
- les jardins scolaires;
- la conservation post-récolte;
- la pisciculture.

Les thèmes abordés sont définis par les groupements eux-mêmes et incluent notamment les pratiques agricoles durables et sensibles à l'environnement, l'adaptation au changement climatique, la préparation et l'utilisation des bio-pesticides, etc.

Volet social: Le groupement CdR constitue un « lieu de vie » où les membres partagent leurs soucis et problèmes à tous les niveaux (individuel, familial et communautaire) et sur plusieurs thématiques: économique, sociale, sécuritaire, relationnelle, etc. Différents types d'appui sont offerts par les membres du groupement pour aider d'autres membres en difficulté: appuis économiques (en argent ou nature), conseils, actions de médiation, soutien moral, etc.

De plus, des sessions spécifiques de sensibilisation ou de formation pour tous les membres du groupement sont mises en place par les partenaires. Ces sessions peuvent aborder des sujets tels que:

- le droit des communautés;
- la santé (paludisme, VIH-SIDA, etc.);
- l'hygiène, l'assainissement;
- la nutrition;
- la protection (Violences basées sur le genre (VBG), protection de l'enfant);
- l'autonomisation des femmes;
- la cohésion sociale.

Afin d'assurer la durabilité de l'approche, certains groupements prennent l'initiative d'instaurer un système de conditionnalité pour accéder au système d'épargne et de crédit, par exemple: une expérience démontrée dans l'activité appuyée; une activité reconnue comme rentable par tous les membres du groupe; la solvabilité du bénéficiaire du crédit; des remboursements progressifs dans les trois mois au maximum, etc.

Enfin, le groupement est également un outil de rapprochement inter-communautaire. Ainsi, des groupements mixtes chrétiens-musulmans ont été sélectionnés autant que possible, notamment dans les régions de Paou, Bambari, Kaga Bandoro, Boucca, Batangofa et Nana Bakasa.



La CdR permet de renforcer les capacités *techniques, économiques, financières* et *relationnelles* des membres des groupements ciblés.

→ Impacts

Les premières évaluations des interventions de l'approche Caisses de résilience menées après six mois de mise en œuvre montrent des impacts positifs sur les conditions de vie des bénéficiaires:

- une plus forte capacité à générer une épargne de l'ordre de 280 dollars par groupements sur une année;
- un accès facilité au service de micro crédit en milieu rural, avec un taux de remboursement de crédit estimé à plus de 85 pour cent;
- l'amélioration des connaissances techniques agricoles (itinéraire technique, utilisation de bio-pesticides, etc.);
- l'augmentation des rendement agricoles;
- un meilleur esprit d'entrepreneuriat, mais aussi un meilleur fonctionnement au sein du groupement;
- la participation des groupements à la réhabilitation des infrastructures socio-communautaires (puits, pharmacie villageoise, etc.) ce qui contribue au renforcement de la cohésion sociale des communautés bénéficiaires des CdR;
- une mobilisation par les groupements d'au moins 230 000 dollars d'assistance sociale sur une année.



→ Durabilité

La durabilité de la CdR, c'est-à-dire le fait de perdurer après la phase de démarrage, est très élevée car elle permet de réduire la vulnérabilité des personnes. L'AVEC est une pratique déjà encrée dans la culture des communautés centrafricaines et permet de générer des bénéfices immédiats et visibles (accumulation de l'épargne et accès aux crédits). Le CEP et les autres types de formation peuvent être assurés par des référents endogènes qui pourraient être pris en charge par la communauté elle-même (via un système de prestation de service payant).

→ Reproductibilité

Le défi le plus important pour l'avenir consistera à mettre en place et à assurer un suivi et accompagnement pendant les 24 premiers mois du démarrage de la CdR. De plus, l'appropriation de l'approche CdR par le Ministère de l'agriculture et du développement rural pour le relèvement agricole national est en cours afin de pérenniser les acquis et d'assurer la mise en œuvre à plus grande échelle sur l'ensemble du territoire. Cette politique pourrait notamment passer par une légalisation des groupements et une organisation en coopératives. D'autres activités sont également à l'étude pour le renforcement du volet social, tels que l'alphabétisation, les clubs Dimitra ou les barzas communautaires.

Jusqu'à présent, la reproductibilité des Caisses de résilience en République centrafricaine a été soutenue par deux facteurs principaux:

- la réponse apportée à la crise de niveau L3 a permis une mobilisation rapide de l'expertise et des fonds nécessaires pour une mise en œuvre rapide et à large échelle des CdR en s'appuyant sur le Cluster Sécurité Alimentaire pour la création de partenariats de mise en œuvre;
- de façon générale, les trois volets (social, technique et financier), élément central de l'approche communautaire CdR, ont permis de répondre de façon adéquate aux besoins réels des personnes tout en permettant l'adaptation de l'approche à un large type de contextes;

Les perspectives permettant une mise à l'échelle nationale sont les suivantes:

- développer une stratégie nationale CdR en se basant sur les services déconcentrés du Ministère de l'agriculture;
- promouvoir l'adoption du CEP comme stratégie nationale de vulgarisation et d'autoapprentissage des communautés rurales en collaboration avec le Ministère de l'agriculture;
- lancer le processus de certification de l'approche CdR en collaboration avec le Ministère;
- renforcer le pilier social en partenariat avec d'autres organisations spécialisées;
- intégrer la CdR aux activités de transhumance;
- renforcer les partenariats avec les institutions des microfinances et les réseaux AVEC.

En 6 mois, près de 56% de l'investissement est récupéré sous forme d'épargne ou de crédits et le processus de mesure d'impact continue afin d'obtenir des chiffres sur une période de 12 mois.

Les CdR s'adosent à un réseau déjà dense de groupements à vocation agricole ou d'élevage et à des pratiques de tontine traditionnelle (Kelemba) déjà bien implantées, ce qui assure leur durabilité.



Quelques effets positifs observés des Caisses de résilience

- Les 28 membres de la CdR du groupement Tena Gbiki Ti Mo du village de Sekia ont investi 123 000 FCFA (205 USD) issus de l'AVEC pour l'aménagement d'un puit communautaire afin que l'ensemble du village puisse disposer d'eau potable.
- Lessa Jeanne (61 ans) du groupement Maboko Na Maboko du village Yombo a obtenu un prêt de 10 000 FCFA (16 USD) qui lui a permis de lancer une activité de transformation de manioc en cossette. Cette activité lui donne un chiffre d'affaire de 10 000 FCFA (16 USD) en moyenne par jour. Avec une partie de ses revenus, elle a réussi à réhabiliter sa maison détruite pendant la crise.



Pour en savoir plus:

Sur les programme résilience en RCA:

Jean-Alexandre Scaglia, Représentant de la FAO en RCA
jeanalexandre.scaglia@fao.com

Etienne NgounioGabia, Chargé de programme, FAO RCA
etienne.ngounigabia@fao.com

Sur la résilience:

www.fao.org/resilience/acceuil/fr/
resilience@fao.org

Sur les Caisses de résilience:

Alexis Bonte, Représentant de la FAO a.i. en République démocratique du Congo;

alexis.Bonte@fao.org